



APPEL A PROJETS

PROJETS AGROENVIRONNEMENTAUX ET CLIMATIQUES

DECLINAISON DES PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT RURAL (PDR) 2014-2020 AQUITAINE, LIMOUSIN ET POITOU-CHARENTES

MESURE 10.1 DES PDR (AQUITAINE, LIMOUSIN, POITOU-CHARENTES) MESURE 763 (PDR LIMOUSIN) ET MESURE 765 (PDR POITOU-CHARENTES)

CAMPAGNE 2019

VERSION 1.1 DU 28 JANVIER 2019

Evolution entre les versions

V1.0 du 1er octobre 2018 : version originale
--

V.1.1 du 16 janvier 2019 : modification suite à la CRAEC du 10/01/2019 et conformément aux PDR Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes concernant l'ouverture des PAEC qui doivent se faire prioritairement sur les zones d'actions prioritaires définies dans le PDR et non exclusivement comme indiqué dans la 1 ^{ère} version de l'AAP.

Les Mesures agro-environnementales et climatiques (sous-mesure 10.1 - Article 28 du Règlement (UE) n°1305/2013) et leur animation sur les territoires (sous-mesure 763 du PDR Limousin et 765 du PDR Poitou-Charentes) sont un outil majeur du second pilier de la PAC mobilisé afin de répondre à l'ensemble des enjeux environnementaux qui ont été retenus sur les plans communautaire, national et régional pour :

- accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des pressions environnementales identifiées à l'échelle des territoires,*
- maintenir les pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.*

Ce document est destiné à identifier et sélectionner les structures porteuses de projets agro-environnementaux et climatiques (PAEC) et les PAEC qui permettront la contractualisation des mesures agro-environnementales et climatiques (MAEC) territorialisées pour la campagne 2019, cinquième année de mise en œuvre des Programmes de Développement Ruraux (PDR) régionaux en Nouvelle-Aquitaine pour la période 2014-2020.

Il rappelle la stratégie régionale d'intervention, les enjeux environnementaux jugés prioritaires et les zones d'actions prioritaires inscrites dans les PDR d'Aquitaine, de Limousin et de Poitou-Charentes. Il expose les conditions de mise en œuvre de ces opérations zonées dans le cadre des PAEC. De plus, il informe les opérateurs des éléments essentiels nécessaires à la constitution du dossier, décrit la procédure d'examen et de validation des projets et présente les critères de sélection structures et des PAEC établis en Nouvelle-Aquitaine. Enfin, l'appel à projets précise le calendrier, de la désignation des opérateurs et des PAEC.

Préambule	5
1. Stratégie régionale agro-environnementale POUR L'ANNEE 2019	5
1.1 Contexte général	5
1.2 Enjeux.....	6
1.3 Opérateurs éligibles pour 2019.....	8
1.4 Localisation des PAEC dans les Zones d'action prioritaires (ZAP).....	8
1.5 Mesures agro-environnementales sélectionnées.....	9
1.6 Gouvernance régionale pour la mise en œuvre des MAEC.....	12
2. Un PAEC pour mettre en œuvre des MAEC	13
2.1. L'opérateur du PAEC	13
2.2. Les modalités de sélection des opérateurs et des PAEC pour 2019	15
2.3. La grille de sélection des PAEC	15
2.4. La répartition des crédits de la campagne 2019.....	17
3. Le contenu du PAEC 2019	18
3.1. Le diagnostic agro-environnemental de territoire.....	19
3.2. Le périmètre du PAEC	19
3.3. Les types d'opérations agro-environnementales et climatiques (MAEC).....	20
3.4. Les objectifs de contractualisation.....	20
3.5. L'organisation de l'animation sur le territoire	20
3.7. Les modalités de sélection des dossiers individuels (agriculteurs).....	21
3.8. Les modalités de suivi et d'évaluation pendant la durée du projet.....	22
3.9. Les actions complémentaires éventuellement mobilisées	22
3.10. L'estimation du coût du projet	22
3.11. Les perspectives au-delà des 5 années d'engagement.....	23
4. Publicité de l'intervention européenne.....	23
5. Ressources	23
6. Calendrier et modalité de dépôt des PAEC pour la mise en œuvre des MAEC 2019	24
6.1 Calendrier	24

6.2	Modalités de dépôt des candidatures	24
7.	Schéma simplifié de l'instruction des dossiers de candidature	26

PREAMBULE

La loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions modifie le découpage administratif de la France, réduisant de 22 à 13 le nombre de Régions. Depuis le 1^{er} janvier 2016, l'Aquitaine, le Limousin et le Poitou-Charentes sont ainsi réunis au sein d'une même collectivité, la Région Nouvelle-Aquitaine. Néanmoins, les programmes de développement rural élaborés par les trois anciennes Régions pour la période 2014-2020 demeurent distincts.

Pour assurer une cohérence sur tout le territoire français, un cadre national de programmation a été rédigé par l'État et s'applique à toutes les Régions. La mise en œuvre des opérations MAEC des 3 PDR découle du Document de Cadrage National (DCN) élaboré par le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt et intégré à chacun des 3 PDR d'Aquitaine, de Limousin et de Poitou-Charentes en précisant les dispositifs mobilisables et leur contenu. Les adaptations du cadre national aux spécificités régionales seront reprécisées dans ce document. Si des modifications du DCN interviennent après le lancement de l'appel à projets pour la campagne 2019, elles seront communiquées aux opérateurs dans la mesure du possible en amont de la campagne PAC.

Cet appel à projets s'adresse aux candidats des territoires de l'Aquitaine, du Limousin et du Poitou-Charentes afin d'identifier et sélectionner les Projets Agro-Environnementaux et Climatiques (PAEC) pour lesquels des dispositifs MAEC pourront être mis en œuvre pour la campagne PAC 2019 en adéquation avec la stratégie régionale de la Nouvelle-Aquitaine.

Pour plus d'informations sur le cadrage national des MAEC :

<http://draaf.nouvelle-aquitaine.agriculture.gouv.fr/Mesures-agro-environnementales-et>

1. STRATEGIE REGIONALE AGRO-ENVIRONNEMENTALE POUR L'ANNEE 2019

1.1 Contexte général

Après quatre ans, la dynamique des contractualisations de MAEC s'est bien installée. **Selon l'instruction et les retours avant instruction 2017 et 2018, plus de 7000 engagements ont été réalisés toutes MAEC confondues en Nouvelle-Aquitaine par plus de 5000 exploitations (1 exploitation pouvant avoir engagé plusieurs MAEC). Le montant total 2014-2018 pour Nouvelle-Aquitaine est estimé à de plus de 224,5 millions d'euros de crédits publics, dont environ 160 millions d'euros de FEADER.** La dynamique de contractualisation sur les trois ex-régions laisse cependant apparaître des écarts importants en lien, à la fois avec les besoins identifiés dans les PDR au regard des enjeux des territoires respectifs, et en lien avec les stratégies régionales de gestion des enveloppes FEADER destinées aux MAEC sur les 3 PDR.

Les stratégies de gestion des territoires de Poitou-Charentes et Limousin s'appuyaient sur la volonté d'une contractualisation massive sur les deux - trois premières années de la programmation, En effet, les mesures agroenvironnementales étaient déjà un dispositif très sollicité sur les programmations PAC précédentes. D'autre part, ces deux territoires ont choisi d'inciter fortement à la mise en place de MAE systèmes, très consommatrices de crédits. En

revanche, en ex Aquitaine où les mesures agroenvironnementales étaient, de manière générale, des dispositifs historiquement moins sollicités, la stratégie consistait à mettre en place une dynamique de contractualisation linéaire sur la programmation 2014-2020 dans la mesure où la part de l'ex Aquitaine couverte par des zones d'actions prioritaire est moins importante que dans les deux autres territoires et dans la mesure où les MAEC systèmes, exceptées celles concernant les systèmes herbagers pastoraux, n'étaient pas jusqu'alors une priorité de l'ex Région Aquitaine.

Il en résulte que de manière encore prévisionnelle, les consommations respectives du FEADER sur les 3 PDR sont estimées à 55% sur le territoire Aquitain, 77 % en Limousin et 90 % en Poitou-Charentes.

Pour ces raisons, suite à la mise en place de la Nouvelle-Aquitaine, une stratégie différenciée de gestion des crédits FEADER restants doit être mise en place concernant les 3 PDR.

En conséquence, afin de garantir l'efficacité environnementale de la mesure 10 du PDR, une stratégie régionale d'intervention a été définie par l'Autorité de gestion en concertation avec les financeurs impliqués dans la mise en œuvre des 3 PDR de la Nouvelle-Aquitaine.

Des enjeux environnementaux prioritaires ont été identifiés et zonés au regard des spécificités des 3 ex-Régions en terme de :

- préservation des ressources naturelles (eau, milieu, biodiversité animale et végétale),
- systèmes d'exploitation d'élevage (polyculture-élevage, pastoralisme...).
- valorisation de certaines terres agricoles et des éléments paysagers (milieux humides, landes sèches, bocages, prairies, haies ...),

1.2 Enjeux

Dorénavant dans la deuxième moitié de la programmation PAC 2014-2020, les enveloppes de FEADER disponibles sur les 3 PDR sont réduites, ceci à des niveaux différents selon le PDR concerné et selon les stratégies des trois ex-Régions qui avaient été initiées avant la fusion.

L'Autorité de gestion, la Région Nouvelle-Aquitaine, en accord avec les autres financeurs, a donc fait le choix de privilégier les moyens financiers sur les enjeux prioritaires de la Nouvelle-Aquitaine.

a. Enjeu « eau »

Dans le contexte actuel de changement climatique, la ressource en eau est soumise à de fortes pressions d'usages par les différents utilisateurs créant des tensions importantes sur la ressource. **Pour la campagne 2019, l'Autorité de gestion autorise l'ouverture des dispositifs MAEC qui contribuent à une meilleure protection de l'eau** sur les secteurs suivants :

- les bassins versants considérés en fort déficit et en déficit quantitatif par les Agences de l'eau Adour Garonne et Loire Bretagne,
- les aires d'alimentation de captage (AAC) prioritaires dont la liste est établie dans le SDAGE 2016-2021 et les autres AAC stratégiques (la liste de ces AAC pourra être complétée au cours de la période de programmation) ainsi que les zones prioritaires des SDAGE,
- les zones humides concernées par un plan d'actions territorial ou un contrat territorial milieux aquatiques des agences de l'eau Adour Garonne et Loire Bretagne.

La durée de contractualisation des territoires à enjeu « eau » est limitée à 3 années, sans exception. Les PAEC « eau et biodiversité » de plus de 3 ans pourront être suivi d'un nouveau PAEC « biodiversité ».

Le XIème programme des Agences de l'eau étant en cours d'élaboration, il est conseillé aux opérateurs concernés d'échanger avec elles en amont du dépôt des PAEC pour connaître précisément leurs règles d'intervention.

b. Enjeu « biodiversité »

La région Nouvelle-Aquitaine est caractérisée par une richesse écologique forte et diversifiée. **Pour la campagne 2019, l'Autorité de gestion autorise l'ouverture des dispositifs MAEC uniquement sur les enjeux de préservation de la biodiversité remarquable et des milieux associés :**

- sites Natura 2000,
- périmètre de présence d'espèces ou groupes d'espèces pour lesquels la France a identifié des plans d'actions et pour lesquels il existe une obligation de résultat en matière de préservation du bon état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire,
- marais et autres zones humides,
- zones pastorales.

c. Enjeu herbe et système d'élevage extensif

Les surfaces en herbe sont en recul progressif au profit des surfaces en grandes cultures. La disparition des ateliers d'élevage valorisant les agrosystèmes herbagers favorise ainsi la simplification des assolements et des rotations avec un impact accru des fertilisants et des produits phytosanitaires sur les milieux. Les dispositifs à l'échelle de l'exploitation, MAEC « systèmes herbagers et pastoraux » (SHP) et « systèmes polyculture-élevage » (SPE) sont des outils visant à maintenir et développer les prairies par l'activité d'élevage et l'autonomie fourragère. **Pour la campagne 2019, l'Autorité de gestion autorise l'ouverture de ces dispositifs MAEC en fonction des modalités définies au paragraphe 1.4. En outre, en tant qu'outils transversaux, ils peuvent être ouverts au titre des autres enjeux, cf. paragraphe 1.4.**

1.3 Opérateurs éligibles pour 2019

Les opérateurs éligibles pour 2019 sont :

- les opérateurs qui reconduisent leur(s) PAEC ouvert(s) en 2018 (même opérateur, même périmètre, les MAEC localisées, linéaires et ou ponctuelles 2019 pouvant être différentes de celles de 2018) ;
- les opérateurs porteurs de nouveaux PAEC. Les nouveaux PAEC sont les PAEC non ouverts en 2018 et ceux dont les périmètres sont modifiés de façon importante, cas notamment des PAEC « biodiversité » qui pourront succéder aux PAEC « eau et biodiversité » de plus de trois ans.

1.4 Localisation des PAEC dans les Zones d'action prioritaires (ZAP)

En 2019, les PAEC devront se situer prioritairement dans les Zones d'Actions Prioritaires (ZAP) (cf. PDR concerné).

PDR Aquitaine :

- ZAP à enjeu « biodiversité » (N2000, montagne, pastoralisme, milieux humides, pelouses sèches, PNR...),
- ZAP à enjeux « eau » (qualité et quantité),
- ZAP à enjeu polyculture-élevage

PDR Limousin :

- ZAP à enjeu « biodiversité » (N2000, TVB, PNR, plans nationaux),
- ZAP à enjeu « eau et milieux aquatiques » (qualité, quantité, zones humides),

PDR Poitou-Charentes :

- ZAP à enjeu « biodiversité » (N2000, TVB, plans nationaux, zones humides, marais, bocages,...),
- ZAP à enjeu « eau qualité »,
- ZAP à enjeu « eau quantité ».

Pour les anciens territoires, le périmètre reste celui proposé et validé par l'Autorité de gestion sur la campagne précédente. En cas de proposition de modification majeure, les PAEC concernés seront considérés comme des nouveaux PAEC.

Les PAEC « eau et biodiversité » de plus de 3 ans pourront être suivi d'un PAEC « biodiversité ». Le périmètre du PAEC « biodiversité » devra être revu pour ne tenir compte que du seul enjeu biodiversité. Ce PAEC sera considéré comme un nouveau PAEC.

De nouveaux PAEC sont possibles dans les zones qui n'étaient pas couvertes par un PAEC jusqu'à présent.

1.5 Mesures agro-environnementales sélectionnées

Au regard des enjeux environnementaux identifiés sur chacune des 3 ex-régions, l'Autorité de gestion a restreint la liste des mesures proposées dans le document de cadrage national afin de répondre à la problématique environnementale régionale. De plus, elle souhaite pour cette 5^{ème} campagne et compte tenu du niveau de consommation des enveloppes, privilégier les dispositifs les plus exigeants d'un point de vue environnemental. Les opérations ouvertes à la contractualisation en Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes sont précisées en annexe 1.

On distingue les mesures ponctuelles, systèmes et localisées. A l'instar de l'année dernière, les mesures systèmes et localisées sont prioritaires. Les mesures ponctuelles sont étudiées au cas par cas et en fonction des financeurs. Concernant l'Etat, il ne finance pas les mesures ponctuelles construites à partir des TO LINEA_01 (haies), LINEA_02 (arbre), LINEA_04 (bosquet), LINEA_05 (talus) et LINEA_08 (bande). Les autres TO LINEA (ripisylves, fossés, mares) sont considérés au cas par cas. Concernant les Agences de l'eau, leur XIème programme étant en cours d'élaboration, il est conseillé aux opérateurs d'échanger avec elles en amont du dépôt des PAEC pour connaître précisément leurs règles d'intervention.

a. Engagements agro-environnementaux portant sur des systèmes d'exploitation (mesures système)

Ils appréhendent le fonctionnement de l'exploitation agricole dans sa globalité et permettent de considérer l'exploitation agricole comme un système.

- Pour le PDR Aquitaine

Les mesures systèmes « polyculture-élevage » option « évolution » sont ouvertes prioritairement à la contractualisation sur les territoires à enjeux prioritaires « eau », « biodiversité » et « polyculture-élevage ».

Les mesures système « polyculture-élevage » option « maintien » sont ouvertes et seront étudiées au cas par cas. Elles devront être dûment justifiées.

Les mesures systèmes « herbager et pastoral » collectives sont ouvertes en zone de montagne pour les nouveaux demandeurs en priorité.

Les mesures systèmes « herbager et pastoral » individuelles sont ouvertes et seront étudiées au cas par cas.

- Pour le PDR Limousin

Les mesures systèmes « herbager et pastoral » individuelles sont ouvertes sur les territoires des PNR.

Les mesures systèmes « herbager et pastoral » collectives est ouverte sous réserve de la validation de la modification du PDR Limousin.

- Pour le PDR Poitou-Charentes

Les mesures systèmes « grandes cultures » niveau 1 et 2 sont ouvertes à la contractualisation.

Les mesures systèmes « polyculture-élevage » option « évolution » sont ouvertes prioritairement sur les territoires à enjeux prioritaires « eau » et « biodiversité ».

Les mesures systèmes « polyculture-élevage » option « maintien » sont ouvertes et seront étudiées au cas par cas. Elles devront être dûment justifiées.

L'annexe 2 présente le détail du paramétrage régional pour les cahiers des charges des mesures systèmes des PDR Aquitaine et Poitou-Charentes.

b. Mesures portant sur des enjeux localisés (mesures localisées)

Elles sont mises en œuvre sur une parcelle culturale dans le but de répondre à un ou plusieurs enjeux relativement circonscrits dans l'espace. Elles sont établies à partir des types d'opérations (TO) proposés dans le cadrage national et retenus dans les 3 PDR (cf. annexe 3). Ces TO sont regroupés par famille :

- les TO COUVER,
- les TO HERBE,
- les TO IRRIG,
- les TO LINEA,
- les TO MILIEUX,
- les TO OUVERT,
- les TO PHYTO.

Pour plus d'informations concernant les TO : <http://draaf.nouvelle-aquitaine.agriculture.gouv.fr/Si-vous-etes-Operateur-MAEC-et-que,154>

A noter que pour les TO PHYTO, des IFT de référence ont été fournis par le BAZDA en arboriculture. Ils sont consultables sur :

- <http://agriculture.gouv.fr/indicateur-de-frequence-de-traitements-phytosanitaires-ift>
- La Note REF MAEC / 2016 / 03 du BAZDA du 15/04/2016.

En 2019, sous réserve de la validation de la modification des PDR concernés, le TO OUVERT_05 Gestion des prairies permanentes remarquables humides avec Espèces exotiques envahissantes (EEE) est ouvert sur le PDR Aquitaine et Poitou-Charentes. Ce TO s'adresse uniquement aux zones de front de colonisation, il ne concerne pas les zones où les EEE sont installées depuis longtemps et ou de façon très importante.

c. Règles de cumuls entre dispositifs

D'une manière générale, plusieurs opérations peuvent être contractualisées sur une même exploitation agricole, voire sur une même parcelle. Cependant, certaines combinaisons sont interdites pour les raisons suivantes :

- il existe un risque de double financement d'une ou plusieurs pratiques agricoles,
- les mesures relèvent de couverts distincts,
- les mesures relèvent de systèmes agricoles distincts.

Dans le respect de ces trois principes, les combinaisons suivantes sont donc interdites :

- par construction, les opérations portant sur les systèmes d'exploitation ne sont ni cumulables entre elles, ni cumulables avec les mesures dédiées à l'Agriculture Biologique,
- certaines opérations localisées ne sont pas cumulables avec les opérations portant sur les systèmes d'exploitation,
- certaines opérations localisées ne sont pas cumulables entre elles.

L'annexe 3 présente les combinaisons possibles entre dispositifs MAEC.

d. Plafonds par type de mesure

Dans une logique de maîtrise budgétaire, pour éviter les effets d'aubaine, pour assurer l'équité sur l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine et en cohérence avec les plafonds des mesures dédiées à l'Agriculture biologique, les co-financeurs peuvent décider d'appliquer des plafonds de convergence.

Le XIème programme des Agences de l'eau étant en cours d'élaboration, il est conseillé aux opérateurs concernés d'échanger avec elles en amont du dépôt des PAEC pour connaître précisément leurs règles leurs règles d'intervention.

Ci-dessous les règles d'intervention de l'Etat (hors zone à enjeu eau) :

Les mesures ponctuelles construites à partir des TO LINEA_01 (haies), LINEA_02 (arbre), LINEA_04 (bosquet), LINEA_05 (talus) et LINEA_08 (bande) ne sont pas financées. Les autres TO LINEA (ripisylves, fossés, mares) sont considérés au cas par cas.

Ci-dessous les plafonds des MAEC localisées et systèmes.

- **Mesures localisées**

Plafonds :

- Hors marais : 10 000 €/exploitation/an,
- En marais : 20 000 €/exploitation/an.
- Cas particulier des MAEC localisées collectives : plafond de 10 000 € ajusté en fonction du nombre d'exploitations bénéficiaires

- **Mesures systèmes polyculture élevage (SPE) évolution**

Plafond : 12 000 €/exploitation/an

- **Mesures systèmes polyculture élevage (SPE) maintien**

Plafond : 10 000 €/exploitation/an

- **Mesures systèmes grandes cultures (SGC)**

Plafond : 12 000 €/exploitation/an

- **Mesures systèmes herbagers et pastoraux (SHP)**

Plafonds :

- Individuelle : 7 500 €.
- Collective : propre à chaque bénéficiaire

1.6 Gouvernance régionale pour la mise en œuvre des MAEC

- **Le Comité des financeurs** composé de l'Autorité de gestion, des services déconcentrés régionaux de l'État (MAAF et MEDDE) et des Agences de l'eau, décide de l'ouverture des dispositifs MAEC pour une campagne donnée. Les co-financeurs participent au choix des projets retenus et décident de leur contribution financière à l'animation pour la mise en œuvre des MAEC et aux dispositifs agro-environnementaux et climatiques proposés sur un PAEC donné. Ils valident les crédits affectés sur les PAEC de la région Nouvelle-Aquitaine dans la limite de la disponibilité de leurs crédits.

- **La Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC)**, co-présidée par la Région et l'État, n'a pas de pouvoir décisionnel. Elle est l'instance de consultation régionale pour avis sur les projets agro-environnementaux et climatiques lors d'une campagne donnée (choix des opérateurs, périmètres de projets, répartition des crédits...).
- **L'Autorité de gestion, c'est-à-dire la Région Nouvelle-Aquitaine**, est la garante de la bonne utilisation des crédits européens et de l'atteinte des résultats inscrits dans le PDR. Elle s'assure que les PAEC répondent aux priorités fixées dans ce dernier et qu'ils apportent une réponse adaptée aux enjeux environnementaux identifiés sur le territoire et décide de leur ouverture après avis de la CRAEC et en accord avec l'ensemble des financeurs nationaux.
- **Les 12 Directions Départementales des Territoires et de la Mer** assurent la responsabilité de la gestion opérationnelle du dispositif. Elles font fonction de service instructeur et de guichet unique pour le dépôt des demandes d'engagements individuels des mesures agroenvironnementales déposées par les agriculteurs. Elles effectuent l'instruction des demandes d'aides et les contrôles administratifs. Les contacts sont précisés en annexe 5.
- **L'Agence de services et de paiement** assure le paiement des aides et réalise les contrôles de conformité et sur place des MAEC.

2. UN PAEC POUR METTRE EN ŒUVRE DES MAEC

La mesure 10.1 « paiements agroenvironnementaux et climatiques » est mise en œuvre uniquement dans le cadre d'un projet agro-environnemental et climatique (PAEC), projet circonscrit sur un territoire défini selon le ou les enjeux environnementaux présents et construit en concertation avec l'ensemble des acteurs du territoire. La finalité du PAEC est d'identifier les problématiques environnementales et de mobiliser les opérations agro-environnementales ouvertes sur le territoire permettant de maintenir des pratiques agricoles ou d'encourager des changements de pratiques en lien avec la stratégie régionale.

2.1. L'opérateur du PAEC

Porté par un opérateur agro-environnemental, le PAEC mobilise les opérations adaptées pour répondre aux enjeux et doit obligatoirement avoir la double dimension agricole et environnementale.

La désignation d'un opérateur qui porte le PAEC est obligatoire pour la mise en œuvre des MAEC. **Un seul opérateur est autorisé par PAEC.** Dans le cas où plusieurs opérateurs se manifestent sur un même territoire, les structures doivent s'entendre pour un portage unique. Il doit s'entourer des compétences indispensables dans les domaines de l'eau et/ou de la biodiversité et de l'agronomie.

A ce titre, l'Autorité de Gestion prendra un arrêté qui fixera la liste des PAEC, des opérateurs, et des dispositifs agroenvironnementaux retenus pour 2019.

Bénéficiaire - Opérateur :

Toute structure publique ou privée qui souhaite construire un PAEC est éligible. A titre indicatif, l'opérateur pourra être une collectivité locale, une structure de développement agricole, une structure environnementale, une structure d'économie agricole, un groupement d'Intérêt Economique et Environnemental (GIEE), une structure portant une démarche territoriale, ...

Pour le PDR Limousin, les bénéficiaires sont :

- Les associations,
- Les communes et les groupements de communes,
- Les collectivités territoriales,
- Les Parcs Naturels Régionaux,
- Les chambres consulaires en tant que structures porteuses de projet,
- Les établissements publics.

Pour le PDR Poitou-Charentes, les bénéficiaires sont :

Les structures impliquées dans la mise en œuvre des MAEC et le développement de l'agriculture biologique en Poitou-Charentes et en particulier les opérateurs agro-environnementaux tels que défini dans le cadre national.

Conditions d'éligibilité :

La structure qui candidate au portage d'un PAEC devra apporter les preuves :

- de la qualification de son personnel pour assurer la prestation de services de conseil,
- qu'elle dispose du personnel suffisant par rapport à l'ampleur de sa mission.

L'organisation territoriale de la gouvernance et l'animation du PAEC s'adaptera au contexte local et aux opportunités et devra s'articuler avec les dynamiques déjà existantes sur le territoire. Il est fortement conseillé de mettre en place un comité local de territoire sous la responsabilité de l'opérateur et composé des structures représentatives du territoire ; ceci afin que tous les acteurs impliqués dans la construction d'un PAEC puissent se rencontrer, échanger, partager des informations et participer ainsi concrètement à la construction et à la mise en œuvre du projet. Ce comité participera à la sélection des demandes individuelles en rendant un avis technique sur leur contenu.

2.2. Les modalités de sélection des opérateurs et des PAEC pour 2019

L'Autorité de gestion en lien avec le comité des financeurs évalue les candidatures des PAEC au regard de l'adéquation de leur contenu avec la stratégie agro-environnementale définie dans le PDR auquel il est rattaché, mais également sur la cohérence des différents éléments propres au PAEC (pertinence des mesures proposées au regard du diagnostic agro-environnemental du territoire, niveau d'exigence environnemental, dynamique de contractualisation suffisante pour atteindre les objectifs de contractualisation fixés, outils complémentaires mobilisés, perspectives de pérennité...).

La qualité de la stratégie d'animation doit permettre l'appropriation du projet environnemental par les acteurs locaux et leur mobilisation. Le jugement de la qualité des offres d'animation sera réalisée sur les critères suivants : le coût, le territoire, l'ambition de contractualisation, la qualité technique, etc...

L'Autorité de gestion sera également attentive à l'articulation du PAEC avec l'apport d'autres outils complémentaires de développement local (investissements individuels ou collectifs, formations, stratégie foncière, accompagnement de filière, valorisation des produits ou du territoire...) et appréciera le coût global du projet au regard des surfaces engagées.

L'Autorité de gestion portera un regard attentif sur :

- les MAEC mobilisées, leur degré d'ambition, et les objectifs de contractualisation, notamment pour les PAEC déjà ouverts sur les campagnes précédentes
- le partenariat envisagé entre structures agricoles et environnementales pour accompagner le changement de pratiques,
- la mobilisation d'outils complémentaires aux MAEC (ex : création de haies via l'opération 441 du PDR, etc.),
- la prise en compte de la nécessité de prévoir une procédure de hiérarchisation des dossiers individuels.

2.3. La grille de sélection des PAEC

Afin de pouvoir hiérarchiser les candidatures des territoires au regard de leur pertinence, des outils et moyens d'animation proposés mais également des moyens financiers disponibles par PDR, l'Autorité de gestion applique une grille de notation des projets. Les PAEC ayant obtenu une note supérieure à la note minimale (50/100) sont classés par ordre décroissant et sélectionnés jusqu'à épuisement des crédits disponibles par PDR. Les PAEC ne sont donc pas obligatoirement tous accompagnés.

En cohérence avec les priorités exposées dans le paragraphe précédent, la grille de notation pour la sélection des PAEC est présentée ci-dessous :

Critères de sélection	Note / 100
Pertinence du territoire retenu par enjeu : <ul style="list-style-type: none"> • qualité du diagnostic, • enjeu(x) identifié(s). 	20 = 10 + 10
Stratégie d'animation : <ul style="list-style-type: none"> • concertation, co-construction, • modalités d'animation, • acteurs impliqués, partenariats déployés (expertise agricole-eau-biodiversité), instances de pilotage, • actions collectives pour plus de mobilisation, • suivi et évaluation... 	10
Pertinence et niveau d'ambition des outils mobilisés : <ul style="list-style-type: none"> • MAEC proposées, combinaisons d'opérations, • niveau d'exigence et adéquation avec le diagnostic de territoire, • outils complémentaires mobilisés (formation, accompagnement technique des exploitants sur la durée d'engagement, investissements...) 	40 = 20 + 15 + 5
Dynamique de contractualisation : <ul style="list-style-type: none"> • Bilan des contractualisations sur les anciens territoires au regard des objectifs qui avaient été proposés sur les campagnes précédentes • objectifs de contractualisation envisagés (surfaces et nombre de dossiers), • fixation d'un taux minimal de surface engagée par exploitation, • modalités de sélection des dossiers individuels... 	30 = 10 + 5 + 5 + 10

Si le PAEC a un total inférieur à 50 points, il est obligatoirement exclu.

2.4. La répartition des crédits de la campagne 2019

a) Dispositifs agro-environnementaux

Une enveloppe financière prévisionnelle sera proposée par territoire retenu à chaque opérateur. Cette enveloppe sera établie sur la base des disponibilités en crédits des financeurs, du prévisionnel de l'opérateur en tenant compte des besoins liés à la contractualisation et à l'équilibre territorial. L'enveloppe prévisionnelle pourra être revue à la hausse ou à la baisse au regard du besoin réel exprimé suite au dépôt PAC.

Par ailleurs, l'attribution d'une enveloppe par PAEC pour les dispositifs agro-environnementaux sera réalisée en accord avec les priorités des financeurs et en cohérence avec les résultats des campagnes précédentes pour les territoires déjà ouverts.

b) Animation

Il est précisé que les coûts liés à l'animation et aux diagnostics pourraient être financés dans la limite des crédits disponibles et de la volonté d'accompagnement des financeurs. Le financement de l'animation sera établi selon le taux de contractualisation prévisionnel et versé au prorata du nombre de contrats aboutis.

L'articulation d'un PAEC à l'échelle territoriale peut également permettre d'identifier des financements locaux pour l'animation. La complémentarité avec des financements liés à d'autres dispositifs (exemple Re-Sources, contrats territoriaux...) sera à rechercher.

Pour 2019, les crédits nationaux identifiés s'inscrivent :

- pour les PAEC enjeu biodiversité avec sites Natura 2000 :
 - dans le cadre des PDR Aquitaine et Limousin via l'animation des DOCOB (respectivement mesure 7.6.C : animation des documents de gestion des sites Natura 2000 et mesure 7.6.6 : actions de sensibilisation environnementale liée aux sites Natura 2000 – animation Natura 2000)
 - dans le cadre du PDR Poitou-Charentes via la mesure 7.6.5 : animation des MAEC. La DREAL finance l'animation des mesures localisées uniquement lorsque celle-ci est réalisée par un expert biodiversité. Dans le cas où l'opérateur est différent de l'expert biodiversité, la DREAL ne finance que le travail réalisé par l'expert biodiversité. Dans tous les cas, **un formulaire de demande d'aide doit être complété et envoyé à la DRAAF Nouvelle Aquitaine avant le 20 novembre 2018.**
- pour les PAEC enjeu biodiversité hors sites hors Natura 2000 : dans le cadre du PDR Limousin via la mesure 7.6.3. **Un formulaire de demande d'aide doit être complété et envoyé à la DDT concernée avant le 20 novembre 2018.**
- pour les PAEC enjeu « eau » : dans le cadre des contrats territoriaux des Agences de l'eau, (Plan d'action territorial -PAT- pour l'AEAG et contrat territorial -CT- pour l'AELB) sur l'ensemble de la Région Nouvelle-Aquitaine selon des modalités qui leur sont propres.
- de l'autofinancement pour les organismes qualifiés de droit public (OQDP)

3. LE CONTENU DU PAEC 2019

Pour 2019, les opérateurs qui souhaitent ouvrir des dispositifs agro-environnementaux sur un territoire devront déposer un projet à l'Autorité de gestion, fournir un bilan argumenté des campagnes précédentes (pour les anciens PAEC) et proposer ou réviser des objectifs de contractualisation par dispositif agro-environnemental en accord avec la dynamique de leur territoire et la stratégie régionale. Les mesures avec un objectif nul ne seront pas retenues.

Sauf cas de mobilisation du nouveau TO OUVERT_05 lequel permet d'ajouter 1 MAEC supplémentaire, l'opérateur proposera maximum 5 MAEC localisées par territoire. Sur les territoires à double enjeux (« eau » et « biodiversité »), 10 MAEC maximum pourront être proposées.

Sur les anciens PAEC, les nouvelles mesures sont acceptées dans la limite du nombre maximal indiqué ci-dessus. L'opérateur est invité à retirer celles qui ne fonctionnent pas.

Par souci d'efficacité, l'Autorité de Gestion se réserve le droit de ne retenir que la mesure la plus ambitieuse en cas de proposition par l'opérateur de déclinaisons de paramétrages pour des combinaisons de TO identiques. Les mesures avec combinaison de plus de 3 TO ne seront pas retenues sauf cas exceptionnel et dûment justifié.

Les PAEC retenus seront ouverts uniquement pour la campagne PAC 2019.

Les mesures agro-environnementales et climatiques sont mises en œuvre exclusivement dans le cadre des PAEC¹. Le travail de co-construction doit permettre d'aboutir à l'écriture d'éléments partagés par tous les acteurs (représentants des agriculteurs et du développement agricole, organismes de défense de l'environnement, collectivités locales, représentants des filières...).

Le PAEC doit contenir obligatoirement :

- un diagnostic de territoire qui reprend les enjeux du territoire, les pratiques agricoles présentes et les actions déjà conduites localement,
- pour les anciens PAEC, un bilan étayé des contractualisations réalisées et une explication des dispositifs qui n'ont pas fonctionné,
- le périmètre du PAEC,
- les types d'opérations et leurs combinaisons possibles à mettre en œuvre sur le territoire compte-tenu des enjeux identifiés,
- les curseurs territoriaux au sein du cahier des charges de l'opération,
- les objectifs de contractualisation visés par le PAEC,
- la (ou les) structure(s) en charge de l'animation,
- les modalités de sélection des dossiers,
- les modalités de suivi et d'évaluation pendant la durée du projet,
- les actions complémentaires éventuellement mobilisées pour leur réussite,
- l'estimation du coût du projet,
- les perspectives au-delà des 5 années d'engagement.

1 Sauf les mesures de conservation des ressources génétiques ouvertes sur l'ensemble des 3 PDR

Le détail des attendus pour ces différents points est explicité ci-dessous.

Remarque :

Le dossier de candidature à cet appel à projet est joint en annexe 6.

3.1. Le diagnostic agro-environnemental de territoire

Le diagnostic agro-environnemental partagé par l'ensemble des acteurs est rédigé par l'opérateur et décrit :

- la description générale du territoire et la stratégie,
- les problématiques environnementales rencontrées et les objectifs de l'opérateur pour répondre aux enjeux environnementaux locaux en lien avec la stratégie régionale,
- la caractérisation de l'agriculture (systèmes de production, pratiques agricoles habituelles sur le territoire, en particulier celles pouvant présenter un risque par rapport aux problématiques environnementales identifiées, milieux naturels...)
- les bilans des démarches agro-environnementales précédentes (analyse des objectifs de contractualisation et des réalisations par année de souscription), les évolutions envisageables des pratiques pour répondre aux problématiques environnementales (il s'agit d'identifier les évolutions acceptables par les agriculteurs du territoire qui permettront d'atteindre les objectifs environnementaux et la capacité d'adhésion des agriculteurs aux mesures correspondantes).

3.2. Le périmètre du PAEC

L'opérateur propose un PAEC dont le périmètre géographique doit être en cohérence avec la stratégie du PAEC et délimité pour la durée d'ouverture du PAEC. Le périmètre du PAEC qui s'appuiera **obligatoirement sur le contour des îlots PAC**, doit être inclus prioritairement dans une (ou plusieurs) ZAP et être en cohérence avec le (ou les) enjeux du territoire.

Les PAEC « eau et biodiversité » de plus de 3 ans pourront être suivi d'un nouveau PAEC « biodiversité ». Le périmètre du PAEC « biodiversité » devra alors être revu pour ne tenir compte que du seul enjeu biodiversité.

De nouveaux PAEC sont possibles dans les zones qui n'étaient pas couvertes par un PAEC jusqu'à présent.

Une même structure peut être opérateur pour plusieurs PAEC.

Uniquement pour les nouveaux PAEC, l'opérateur fournit avec le projet qu'il dépose, une carte permettant de délimiter le périmètre du territoire sur un fond indiquant les limites communales (l'échelle sera choisie pour que la carte soit compatible avec un format A4) et les données SIG au format .shp

3.3. Les types d'opérations agro-environnementales et climatiques (MAEC)

L'opérateur identifie les MAEC qui seront sélectionnées sur son territoire en fonction des opérations ouvertes dans le PDR de rattachement (Aquitaine, Limousin ou Poitou-Charentes) et en cohérence avec la stratégie régionale 2019 de la Nouvelle-Aquitaine. Il élabore le cahier des charges de chaque mesure MAEC proposée par type de couvert ou par habitat, sur chaque territoire, en fonction des conclusions du diagnostic de territoire, par combinaison et adaptation des opérations MAEC.

L'Autorité de gestion, en lien avec les autres financeurs, sera attentive à la construction des mesures agro-environnementales proposées dans le PAEC. L'opérateur doit ainsi rechercher la meilleure efficacité de l'opération par rapport à l'objectif environnemental poursuivi, la meilleure efficience par rapport au coût de la mesure et l'acceptabilité des changements de pratiques par les agriculteurs. Il évite la multiplicité des mesures, vise la simplicité et la réponse aux enjeux de son territoire.

Les MAEC mises en œuvre au sein des PAEC ont deux échelles possibles, le système d'exploitation ou la parcelle culturale. **Les MAEC systèmes sont ouvertes aux exploitations agricoles dans les territoires à enjeu « eau » et « biodiversité » sous réserve que 50% de la SAU de l'exploitation soit identifiée dans un ou plusieurs PAEC.**

3.4. Les objectifs de contractualisation

L'opérateur fixe les objectifs de contractualisation à atteindre par mesure (surface, nombre de contrats, coût prévisionnel) dans le PAEC pour la campagne 2019.

L'Autorité de gestion, en lien avec les autres financeurs, se réserve le droit de ne pas accepter la candidature d'un PAEC en année N+1 si les éléments chiffrés estimés sont très éloignés des résultats obtenus l'année N de contractualisation.

3.5. L'organisation de l'animation sur le territoire

Une fois le PAEC accepté, l'opérateur est chargé d'animer le projet afin de dynamiser la démarche collective. L'animation, le suivi et l'évaluation doivent être conduites jusqu'à l'échéance des contrats souscrits sur le territoire.

L'opérateur identifie clairement la (ou les) structure(s) qui sera (seront) chargée(s) de l'animation et du suivi du projet. Il peut s'agir de l'opérateur lui-même et/ou d'une autre structure à laquelle l'opérateur confie cette mission lorsqu'il n'a pas les compétences techniques ou les moyens humains lui permettant de les assurer directement. Même dans ce dernier cas, l'opérateur reste l'interlocuteur responsable du projet devant les instances régionales et départementales.

3.6. Les diagnostics individuels

Pour un agriculteur donné, la contractualisation de certaines MAEC est conditionnée au préalable à la réalisation d'un diagnostic agro-environnemental individuel conduit par une structure agréée par l'Autorité de gestion (un arrêté est publié chaque année). Cette information concernant les structures pressenties à l'accompagnement des exploitants sur un PAEC est de la responsabilité de l'opérateur. Il doit en informer l'Autorité de gestion qui leur délivrera leur agrément.

3.7. Les modalités de sélection des dossiers individuels (agriculteurs)

L'opérateur définit des critères de sélection des dossiers des exploitations agricoles permettant d'établir un ordre de priorité entre les dossiers qui seront présentés sur le territoire. Ces critères doivent être basés sur des paramètres environnementaux. A titre indicatif, ils peuvent être : le niveau d'exigence environnemental, le taux de surface d'une exploitation engagé dans la SAU/ dans la zone cible, la combinaison de MAEC système et localisées (exemple : MAEC système Polyculture-élevage et MAEC localisée infrastructures agro-écologiques), la combinaison de MAEC et d'autres outils environnementaux (exemple : MAEC système grandes cultures et création de haies), les démarches collectives, la situation géographique des exploitations dans la zone la plus sensible... Ces modalités de sélection devront être reprises dans les notices « mesures » pour la campagne 2019.

L'opérateur fournira, après la campagne PAC, la liste complète hiérarchisée des dossiers individuels en précisant les dossiers qui ont été écartés (non prioritaires). Dans le cas d'une absence de proposition de critères de sélection des dossiers individuels par l'opérateur, la Région mettra en place une grille de priorisation qui reposera sur les critères environnementaux suivants :

- Le degré d'exigence des mesures,
- Le taux de surface de l'exploitation engagé dans la SAU,
- La combinaison de MAEC et d'autres outils environnementaux.

La validation des dossiers individuels par les financeurs puis par l'Autorité de gestion sera effectuée après la campagne PAC 2019.

3.8. Les modalités de suivi et d'évaluation pendant la durée du projet

L'opérateur prévoit également lors de sa candidature à l'ouverture d'un PAEC, les indicateurs qui permettront le suivi et l'évaluation du dispositif proposé sur le territoire pendant la durée de contractualisations des MAEC souscrites par les exploitants agricoles. Les indicateurs doivent, au regard d'un état initial et des objectifs attendus, permettre notamment de :

- Suivre la consommation budgétaire,
- Suivre les dynamiques de contractualisation (surfaces, nombre de dossiers, typologie des exploitations concernées),
- Mesurer l'impact des MAEC, des actions complémentaires et des mesures d'accompagnement sur les enjeux environnementaux ciblés en lien avec la stratégie régionale précisée dans le PDR de rattachement (Aquitaine, Limousin, Poitou-Charentes).

L'opérateur prévoit également un bilan du PAEC en fin de campagne 2019.

3.9. Les actions complémentaires éventuellement mobilisées

L'opérateur peut préciser l'articulation des MAEC avec d'autres actions complémentaires mises en œuvre sur le territoire pour faciliter leur réussite (exemple : conseil, formation, investissements non productifs, stratégie foncière, accompagnement de filières, développement local...).

3.10. L'estimation du coût du projet

a) Besoins financiers « contrats MAEC »

L'opérateur fixe les objectifs de contractualisation et définit le besoin financier des contrats MAEC pour chaque mesure proposée à la contractualisation pour couvrir les 5 années d'engagement.

b) Besoins financiers « animation MAEC »

L'opérateur évalue également le besoin financier correspondant à l'animation sur le territoire (sites N2000, PNA outardes) dès la présentation du projet s'il souhaite solliciter un soutien financier pour la mise en œuvre des dispositifs dans le cadre d'un PDR sous réserve de l'acceptation du financeur.

3.11. Les perspectives au-delà des 5 années d'engagement

La reconduction des MAEC à l'issue de l'ouverture d'un PAEC n'est pas automatique. L'opérateur doit s'inscrire dans une dynamique de progrès et préciser, dès sa candidature à la construction d'un PAEC, les conditions qui seront mises en œuvre pour pérenniser les changements opérés sur le territoire au-delà des 5 années d'engagement en termes d'animation, d'accompagnement, de suivi des pratiques...

4. PUBLICITE DE L'INTERVENTION EUROPEENNE

Les actions financées dans le cadre du présent appel à projets font l'objet d'un co-financement FEADER au titre des Programmes de Développement Rural (Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes) pour la période 2015-2020. Une publicité adaptée de l'intervention européenne devra être réalisée par les bénéficiaires conformément aux textes réglementaires.

Pour les informations publiées par voie électronique (sites web, bases de données à l'usage des bénéficiaires potentiels) ou sous forme de matériel audiovisuel, les dispositions énoncées ci-dessus s'appliquent par analogie.

ATTENTION : Le dépôt du dossier ne vaut, en aucun cas, engagement de la part de la Région de l'attribution d'une subvention. Si votre dossier est retenu, vous recevrez ultérieurement un courrier vous notifiant l'attribution de la subvention accompagné d'une décision attributive de subvention.

5. RESSOURCES

Logos-types téléchargeables sur les sites :

- <https://www.nouvelle-aquitaine.fr/aides-ressources/charte-graphique.html>
- [https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/sites/alpc_eu/files/2018-03/Notice FEADER NA 2018 0.pdf](https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/sites/alpc_eu/files/2018-03/Notice_FEADER_NA_2018_0.pdf)

6. CALENDRIER ET MODALITE DE DEPOT DES PAEC POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MAEC 2019

6.1 Calendrier

L'Autorité de gestion en partenariat avec l'Etat, lance un appel à projets pour 2019 afin d'identifier et sélectionner les PAEC et permettre la mise en œuvre des MAEC. En amont de la campagne PAC annuelle, plusieurs étapes sont nécessaires à cette mise en œuvre. Le calendrier est présenté à titre indicatif ci-dessous :

- **20 Novembre 2018** : date limite de dépôt des candidatures pour la campagne 2019
- **Novembre-Décembre 2018** : analyse des projets et proposition d'ouverture en comité de financeurs
- **Mi-Janvier 2019** : CRAEC Nouvelle-Aquitaine avec présentation des PAEC retenus et des enveloppes prévisionnelles allouées
-

6.2 Modalités de dépôt des candidatures

L'appel à projet est mis en ligne sur le site <https://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr> et le site <https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/>. Il sera aussi envoyé par mail aux opérateurs des projets agro-environnementaux et climatiques ouverts en 2018 pour diffusion.

Nota Bene :

- **La date limite de dépôt du dossier complet de candidature pour la campagne MAEC 2019 est fixée au plus tard le 20 novembre 2018 à 16h (format électronique).**
- **Les candidatures incomplètes à la date de clôture de l'appel à projets seront systématiquement rejetées, y compris en ce qui concerne les données de paramétrage de chacune des mesures proposées.**
- **Aucune modification ne sera autorisée après la clôture de l'appel à projets.**
- Dans le cas de la constitution d'un PAEC inter-régional (incluant une autre région administrative), une concertation entre les Autorités de gestion est nécessaire avant la sélection d'un projet de territoire. Il est demandé à l'opérateur de faire parvenir sa candidature à l'ensemble des Autorités de gestion concernées.

L'envoi doit être fait sous format électronique à l'attention du Président de la Région Nouvelle-Aquitaine avec copie à la DRAAF et à la DDT du département concerné.

Région Nouvelle-Aquitaine
Direction Agriculture, Industries Agroalimentaires, Pêche
Site de Poitiers
15 rue de l'Ancienne Comédie - CS 70575
86021 POITIERS CEDEX
solange.fradet@nouvelle-aquitaine.fr

DRAAF Nouvelle-Aquitaine – Site de Poitiers
Service SREAA – Unité Agroenvironnement – Cellule MAEC
15 Rue Arthur Ranc, CS 40537
86020 Poitiers
eric.ouvrard@agriculture.gouv.fr

7. SCHEMA SIMPLIFIE DE L'INSTRUCTION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

